COUR DE JUSTICE
DE L'UNION EUROPÉENNE

DIRECTION DE LA RECHERCHE
ET DOCUMENTATION

# COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

**FLASH NEWS**
**06/24**

## APERÇU DU 15/07 AU 04/10

### FR / M.A. et AUTRES c. FRANCE

**Droit au respect de la vie privée – Traite des êtres humains – Incrimination générale et absolue de l'achat d'actes sexuels – Large marge d'appréciation**

**Non-violation** de l'article 8 (droit au respect de la vie privée) de la CEDH.

L'affaire concerne l'incrimination en droit français de l'achat de relations de nature sexuelle qui placerait dans un état de grave péril l'intégrité physique et psychique et la santé des personnes qui pratiquent l'activité de prostitution et porterait radicalement atteinte au droit au respect de leur vie privée en ce qu'il comprend le droit à l'autonomie personnelle et à la liberté sexuelle.

La Cour EDH relève que les problématiques liées à la prostitution soulèvent des questions morales et éthiques très sensibles, qui donnent lieu à des opinions divergentes, et qu'il n'existe toujours pas de communauté de vues, ni entre les États membres du Conseil de l'Europe ni au sein même des différentes organisations internationales saisies de la question quant à la meilleure manière d'appréhender la prostitution.

Elle observe ensuite que le recours à la pénalisation générale et absolue de l'achat d'actes sexuels en tant qu'instrument de lutte contre la traite des êtres humains fait actuellement l'objet de vifs débats suscitant de profondes divergences aussi bien au niveau européen qu'au niveau international, sans qu'une tendance claire ne s'en dégage.

La Cour EDH conclut que les autorités françaises n'ont pas outrepassé leur marge d'appréciation en adoptant l'incrimination litigieuse dans la mesure où celle-ci résulte d'un arbitrage effectué selon les modalités démocratiques au sein de la société en cause et s'inscrit dans le cadre d'un dispositif global prévu par la loi tenant compte des différentes préoccupations soulevées par les requérants dans la présente affaire.

Arrêt du 25.07.2024 (requêtes n°s 63664/19, 64450/19, 24387/20, 24391/20 et 24393/20) (FR)
Communiqué de presse (FR / EN)
Résumé juridique (FR / EN)

### SM / FABBRI et AUTRES c. SAINT-MARIN [GC]

**Droit à un procès équitable – Droit d'accès à un tribunal – Prétentions de caractère civil des victimes d'infractions alléguées formulées dans le cadre d'une procédure pénale**

**Non-violation** de l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable) de la CEDH en ce qui concerne la requête n° 9227/21.

**Irrecevabilité** des requêtes n°s 6319/21 et 6321/21 pour l'incompatibilité *ratione materiae* avec la CEDH (article 35, paragraphe 3, de la CEDH).

L'affaire concerne trois personnes qui ont pris part à des procédures pénales en qualité de victimes d'infractions alléguées. Les intéressés soutenaient qu'il n'avait pas été statué sur leurs prétentions de caractère civil dans le cadre de ces procédures car des retards dans les procédures d'instruction avaient entraîné la prescription des infractions alléguées en 2020.

La Cour EDH juge, par rapport à un des requérants, qu'il n'a pas fait valoir ses intérêts de manière diligente : il n'a formulé des prétentions de caractère civil dans le contexte de la procédure pénale que trois ans et demi après l'infraction alléguée, quelques jours seulement avant l'expiration du délai de prescription applicable à celle-ci. Dans ces circonstances, il convient de tenir compte du fait qu'il disposait d'autres voies de recours pour faire valoir ses prétentions de caractère civil, notamment l'introduction d'une action distincte devant les juridictions civiles, soit immédiatement après l'infraction alléguée, soit après que la décision de clôture de la procédure pénale lui a été notifiée.

En outre, la Cour EDH observe que les deux autres requérants n'ont pas demandé formellement, par une déclaration signée, l'octroi de la qualité de « partie civile », contrairement aux exigences du droit national. Elle juge donc qu'ils n'ont pas manifesté clairement qu'ils attachaient un intérêt à leur droit de demander réparation de tout dommage subi.

Arrêt du 24.09.2024 (requêtes n°s 6319/21, 6321/21 et 9227/21) (FR / EN)
Communiqué de presse (FR / EN)
Résumé juridique (FR / EN)



**GE / TSULUKIDZE et RUSULASHVILI c. GEORGIE**

**Droit à un procès équitable – Tribunal impartial – Garanties procédurales insuffisantes – Fonctions des assistants judiciaires étant de nature non seulement administrative**

**Violation** de l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable) de la CEDH.

L'affaire concerne le manque allégué d'impartialité d'un juge de la Cour suprême, membre des formations de trois juges qui rejetèrent les recours formés par les requérants, dont l'assistante judiciaire était la fille de l'avocat représentant dans les procédures en question la partie adverse, à savoir la société de distribution d'électricité Telasi.

La Cour EDH juge en particulier que le fait que l'assistante judiciaire du juge était la fille de l'avocat de Telasi, associé aux fonctions très étendues qui sont celles des assistants judiciaires au sein du système judiciaire géorgien, est à l'origine d'une situation qui pouvait légitimement susciter des doutes quant à l'impartialité du juge concerné. Les requérants ne savaient pas dans quelle mesure l'assistante judiciaire avait réellement été impliquée dans le traitement de leurs affaires, et la Cour suprême n'a pas fait la lumière sur le rôle joué par l'assistante judiciaire et n'a donc pas dissipé les doutes des intéressés concernant l'impartialité du juge en question.

La Cour EDH estime en conséquence que les doutes des requérants étaient objectivement justifiés et qu'ils n'ont pas bénéficié de garanties procédurales suffisantes à cet égard.

Arrêt du 20.06.2024 (requêtes n$^{os}$ 44681/21 et 17256/22) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)
Résumé juridique (EN)

**ES / PINDO MULLA c. ESPAGNE [GC]**

**Droit au respect de la vie privée – Liberté de pensée, de conscience et de religion – Transfusions sanguines contre la volonté d'une femme témoin de Jéhovah**

**Violation** de l'article 8 (droit au respect de la vie privée) de la CEDH lu à la lumière de l'article 9 (liberté de pensée, de conscience et de religion).

L'affaire concerne les transfusions sanguines qui ont été administrées à la requérante, témoin de Jéhovah, au cours d'une intervention chirurgicale d'urgence, alors que l'intéressée refusait tout type de transfusion sanguine.

La Cour EDH juge en particulier que l'autorisation de procéder à ce traitement a été donnée à l'issue d'un processus décisionnel qui a pâti de l'omission d'informations essentielles concernant l'enregistrement des souhaits de la requérante, lesquels avaient été consignés par écrit sous différentes formes et à différents moments. Étant donné que ni la requérante ni quiconque ayant des liens avec elle n'a eu connaissance de la décision d'autoriser tous les traitements, qui avait été rendue par la juge de permanence, il n'était pas possible qu'il fût remédié à cette omission. Or ni ce point ni la question de la capacité de la requérante à prendre une décision n'ont été abordés de manière adéquate dans le cadre de la procédure qui a été menée par la suite. Le système national n'a donc pas apporté une réponse adéquate au grief de la requérante consistant à dire que c'était à tort que l'on avait passé outre à ses souhaits.

Arrêt du 17.09.2024 (requête n$^{o}$ 15541/20) (FR / EN)
Communiqué de presse (FR / EN)
Résumé juridique (FR / EN)